



EXTRAIT : QUESTION N° 05

Des délibérations du Conseil d'Administration

Du Centre Communal d'Action Sociale

De la Ville de Saint-Malo

Affiché le 20 décembre 2024

Séance du 18 décembre 2024, à 18H30

Nombre d'Administrateurs en exercice : 17

Nombre de pouvoirs : 1

Nombre d'Administrateurs présents : 12

Quorum : 9

Date de transmission de l'Ordre du jour et des rapports : 13 décembre 2024

Membres présents : Monsieur LURTON – Madame LEPRIZE – Madame TRONEL – Madame DANINO-SOISSON – Madame MOREAU – Madame CRANCE – Madame LEGAGNE – Monsieur CANNEVA – Madame GERVAIS – Madame GOURDIN-SERVENIERE – Monsieur HEISSAT – Madame MERCIER.

Absents, excusés et pouvoirs : Monsieur LAMBERT, pouvoir à Mr LURTON – Madame KRAUSS, excusée – Madame GUERIN, excusée – Monsieur LEFILLEUL, excusé – Madame VEYRIER, excusée.

Président : Monsieur LURTON

Secrétaire : Monsieur THIERRY

**05 - SERVICE D'AIDE ET D'ACCOMPAGNEMENT A DOMICILE (SAAD)
Externalisation du service auprès de l'Association de Développement Sanitaire de la Côte
d'Emeraude (ADSCE)**

En date du 24 juin 2024, le Conseil d'administration a approuvé le transfert du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile du CCAS auprès de l'Association de Développement Sanitaire de la Côte d'Emeraude.

Dans un contexte d'évolution du cadre réglementaire des services d'autonomie à domicile et dans l'objectif de répondre au mieux aux besoins des personnes âgées, handicapées et des familles, le transfert du SAAD à l'ADSCE permet :

- De maintenir l'accompagnement à domicile des 500 usagers du CCAS, avec un seul interlocuteur qui coordonnera l'aide et le soin ;
- D'intégrer les agents du SAAD et de maintenir leur situation salariale actuelle. Les agents gardent ainsi leur statut.

L'activité est transférée au 1^{er} janvier 2025.

La présente convention a pour objet de définir et préciser les modalités d'externalisation de l'activité et de la gestion du personnel du SAAD du CCAS à l'ADSCE. Elle est conclue pour une durée de cinq ans.

La convention fixe les obligations des deux parties, et notamment l'engagement financier du CCAS à compenser les charges supplémentaires induites par l'externalisation des personnels du CCAS.

A titre prévisionnel, la compensation financière au titre de l'année 2025 devrait être de 471 001 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil d'Administration d'adopter le projet de délibération suivant :

**Le Conseil d'Administration,
Après en avoir délibéré,**

APPROUVE

La convention et ses annexes qui fixe les modalités de transfert de l'activité du SAAD entre le CCAS et l'ADSCE à compter du 1^{er} janvier 2025.

AUTORISE

Le Président ou la Vice-Présidente du Centre Communal d'Action Sociale à signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de cette affaire.

ADOPTE

À 12 voix pour et 1 abstention des membres présents, ou représentés.

**Par délégation,
La Vice-Présidente,**



**Sophie LEPRIZÉ
Adjointe au Maire**

CONVENTION D'EXTERNALISATION DE L'ACTIVITE DU SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT ET D'AIDE A DOMICILE (SAAD) DU CCAS DE LA VILLE DE SAINT-MALO ET DE SON PERSONNEL

ENTRE :

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la Ville de Saint-Malo représenté par son Président, M. Gilles LURTON, domicilié en cette qualité à Saint-Malo (35400), 16 Boulevard Villebois Mareuil, dûment habilité par délibération n°05 du conseil d'administration du CCAS en date du 18 décembre 2024 (annexe n°1).

D'une part,
Ci-après dénommé "Le CCAS"

ET :

L'Association de Développement Sanitaire de la Côte d'Emeraude (ADSCE), représentée par son Président, Monsieur Philippe MAHOT, domicilié en cette qualité à LA RICHARDAIS (35780), 6 Rue de la Ville Biais, dûment habilité par délibération du Conseil d'Administration en date du 17 décembre 2024 (annexe n°2).

D'autre part,
Ci-après dénommée "L'ADSCE" ou "L'Association"

Ci-après dénommés ensemble « les Parties »

Vu le Code de l'action sociale et des familles (parties législative et réglementaire) ;
Vu le Code du travail, et notamment son article L. 1224-3-1 ;
Vu le Code Général de la Fonction Publique, et notamment ses articles L. 441-1 et suivants ;
Vu la loi n° 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
Vu le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 relatif aux positions de détachement, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration, et notamment les articles 15 et suivants ;
Vu le décret n°2003-1306 du 26 décembre 2003 relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales ;
Vu le décret n°2007-173 du 07 février 2007 relatif à la Caisse Nationale de Retraites des Agents de la Collectivité Locale ;
Vu le décret n° 2020-714 du 11 juin 2020 relatif au détachement d'office prévu à l'article 15 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 2023-608 du 13 juillet 2023 relatif aux services autonomie à domicile mentionnés à l'article L. 313-1-3 du code de l'action sociale et des familles et aux services d'aide et d'accompagnement à domicile relevant des 1° et 16° du I de l'article L. 312-1 du même code ;
Vu l'arrêté portant autorisation de création du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile pour personnes âgées, personnes handicapées et familles géré par le CCAS de Saint-Malo d'exercer l'activité du 27 juin 2008 délivré par le président du conseil général d'Ille-et-Vilaine ;
Vu la délibération n°04 du CCAS en date du 24 juin 2024 approuvant l'externalisation du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile auprès de l'Association de Développement Sanitaire de la Côte d'Emeraude ;
Vu la délibération n°05 du CCAS en date du 17 décembre 2024 approuvant l'externalisation du SAAD ;
Considérant l'avis du comité social territorial du 13 septembre 2024.

PREAMBULE

Plus de 80 % des personnes âgées souhaitent vivre et vieillir dans leur domicile. A cet effet, le territoire de Saint-Malo, particulièrement touché par un vieillissement de sa population (augmentation de 12 % des plus de 75 ans dans les 10 prochaines années), a besoin d'une offre de services en capacité de pouvoir répondre à ce défi.

La réforme des services autonomie à domicile est une initiative de l'Etat (décret du 13 juillet 2023) et elle est pilotée par le Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine. Elle a pour ambition de répondre à ce défi et de permettre aux personnes âgées et aux personnes en situation de handicap de pouvoir rester à domicile dans les meilleures conditions le plus longtemps possible.

A cet effet, la réforme des services autonomie à domicile vise une meilleure coordination entre les services d'aide et de soins intervenant au domicile. Le délai de mise en œuvre de la réforme est fixé au mois de juillet 2025.

Le Service d'aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD ci-après) du CCAS est un service d'aide et d'accompagnement mais n'a pas de service de soins et ne peut en obtenir (seule l'Agence Régionale de Santé de Bretagne autorise la création de service de soin et aucun appel à projet n'est prévu).

Pour se conformer aux attendus de la réforme, le SAAD du CCAS doit se rapprocher du seul service de soins existant sur le territoire et qui est géré par l'ADSCE. Cette association médicosociale, disposant d'une antenne à Saint-Malo, a la capacité de reprendre l'accompagnement des 500 usagers du SAAD (dont les bénéficiaires des aides sociales) et d'intégrer les agents du SAAD dans son organisation.

Le SAAD du CCAS a été autorisé pour une durée de quinze (15) ans par arrêté du Président du Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine.

Dans ce cadre, le CCAS de Saint Malo envisage l'externalisation de l'activité et de la gestion du personnel du SAAD.

Dans ces conditions, les Parties ont convenu de régler les modalités du transfert du SAAD du CCAS à l'ADSCE et des moyens attachés à son activité.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Dans un contexte d'évolution du cadre réglementaire des services d'autonomie à domicile et dans l'objectif de répondre au mieux aux besoins des personnes âgées, handicapées et des familles, la présente convention a pour objet de définir et préciser les modalités d'externalisation de l'activité et de la gestion du personnel du SAAD du CCAS à l'ADSCE.

ARTICLE 2 – DATE D'EXTERNALISATION DE L'ACTIVITE DU SAAD DU CCAS

A compter du 1^{er} janvier 2025, l'activité du SAAD du CCAS est transférée à l'ADSCE.

ARTICLE 3 – ACTIVITE DES DEUX PARTIES

Pour le SAAD du CCAS

Volume d'heures activité prestataire SAAD 2023 :

- 46 812 heures pour l'Allocation Personnalisée d'Autonomie et au titre de la Prestation de Compensation du Handicap ;
- 13 095 heures Maintien A Domicile (caisses retraite, mutuelles, aide sociale, bénéficiaires sans prise en charge).

Soit un total de 59 907 heures.

Volume d'heures activité prestataire estimé pour 2024 :

- 48 650 heures pour l'Allocation Personnalisée d'Autonomie et Compensation du Handicap ;
- 14 285 heures Maintien A Domicile (caisses retraite, mutuelles, aide sociale, bénéficiaires sans prise en charge).

Soit un total de 62 935 heures.

Pour L'Association de Développement Sanitaire de la Côte d'Emeraude (ADSCE) :

Volume d'heures activité prestataire SAAD 2023 : 66 973 heures

- Volume d'heures activité prestataire estimé pour 2024 : 67 000 heures.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1. Obligations de l'ADSCE

L'ADSCE s'engage à :

- Assurer la continuité du service mis en place pour les usagers par le SAAD du CCAS ;
- Assurer une bonne coordination entre les services de soin et d'aide à domicile pour les bénéficiaires ;
- Favoriser le maintien à domicile, la préservation et la restauration de leur autonomie par la mise en place d'un accompagnement individualisé par le biais notamment du maintien du fonctionnement en secteurs ;
- Accompagner les bénéficiaires des aides sociales dont les situations sociales peuvent être complexes ;
- Assurer le maintien des emplois visés à l'article 6 sur le territoire de la Ville de Saint-Malo à compter du 1^{er} janvier 2025 ;
- Garantir la formation des acteurs du secteur de l'aide à domicile et les accompagner individuellement dans leur parcours professionnel ;
- Respecter le cadre réglementaire applicable aux services d'aide et d'autonomie à domicile et aux entités cessionnaires auxquelles est transférée l'exploitation de ce type de services (notamment en matière de reprise de personnel) ;
- Communiquer les documents prévus par l'article 10 de la présente convention.

Le respect de ces engagements conditionne l'octroi de la subvention telle que prévue à l'article 7 de la présente convention.

4.2. Obligations du CCAS

Le CCAS s'engage à :

- Fournir toutes les informations nécessaires à l'ADSCE afin de permettre la continuité du service ;
- Fournir toutes les informations utiles à la gestion des personnels relevant de la fonction publique territoriale ;
- Céder les actifs immobilisés nécessaires à l'activité conformément à l'article 5 ;
- Compenser, par le biais d'une subvention annuelle, les charges financières induites par l'externalisation du personnel du SAAD conformément à l'article 7.

ARTICLE 5 – CESSION DES ACTIFS IMMOBILISES NECESSAIRES A L'EXERCICE DE L'ACTIVITE

Sont cédés pour leur valeur nette comptable par le CCAS de la Ville de Saint-Malo à l'ADSCE les biens nécessaires à l'exercice de l'activité détaillés en annexe n°3 de la présente convention.

ARTICLE 6 – MODALITES D'EXTERNALISATION DES PERSONNELS DU SAAD DU CCAS

6.1. Situation des agents contractuels permanents de droit public

6.1.1. Cadre juridique

L'externalisation de ces agents est régie par l'article L. 1224-3-1 du code du travail. En application de ces dispositions, l'ADSCE propose à ces agents des contrats de droit privé reprenant les clauses substantielles de leurs contrats de droit public.

Ces agents ne feront plus partie des effectifs du CCAS.

6.1.2. Agents concernés

Les dispositions prévues à l'article 6.1.1. concernent les agents en contrat à durée indéterminée et les agents en contrat à durée déterminée sur un emploi permanent au sein du CCAS.

La liste des agents contractuels permanents figure en annexe n°4 de la présente convention.

6.1.3. Licenciement en cas de refus du contrat proposé

Conformément à l'article L. 1224-3-1 du code du travail, dans l'hypothèse où un agent refuserait le contrat de droit privé proposé par l'ADSCE, le contrat prendrait fin de plein droit.

Dans ce cas, l'ADSCE appliquerait les dispositions de droit public relatives aux agents licenciés.

6.2. Situation des fonctionnaires titulaires

6.2.1. Cadre juridique

L'externalisation des missions du SAAD du CCAS interviendra par voie de détachement d'office des fonctionnaires titulaires auprès de l'ADSCE sur un contrat de droit privé à durée indéterminée, conformément à l'article L. 441-1 du Code Général de la Fonction Publique selon les conditions précisées dans le décret n° 2020-714 du 11 juin 2020 relatif au détachement d'office.

En application de ces dispositions, ces agents continueront à bénéficier de leurs droits à l'avancement et à la retraite dans leur cadre d'emploi d'origine.

Le détachement de ces agents, prononcé pour une durée initiale de 5 ans, a vocation à être renouvelé par périodes de même durée et sans limitation, à condition que l'ADSCE, conserve la qualité d'organisme détenteur de l'autorisation d'exercer désignée à l'article L. 313-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et de la Famille.

Le renouvellement de la présente convention permet de mettre à jour les situations individuelles des agents, indépendamment de l'autorisation d'exercer l'activité pour une durée de 15 ans.

La fin du détachement d'office peut intervenir dans les cas prévus à l'article 2 du décret n° 2020-714 du 11 juin 2020 :

- Soit à l'initiative du CCAS de SAINT-MALO ;
- Soit à l'initiative de l'ADSCE ;
- Soit à l'initiative du fonctionnaire lui-même.

6.2.2. Agents concernés

La liste des fonctionnaires concernés par le détachement d'office figure en annexe n°5 de la présente convention.

Les fonctionnaires détachés auprès de l'ADSCE exercent leurs fonctions sur le territoire de la Ville de Saint-Malo. Toute intervention pour les professionnels en dehors du territoire de la commune nécessitera un accord préalable du CCAS.

6.2.3. Indemnisation des droits à congés exceptionnels des agents détachés

Les fonctionnaires détachés vont acquérir dix (10) jours de congés du 1^{er} janvier au 31 mai 2025. Afin que ces fonctionnaires puissent bénéficier de jours de repos durant l'année 2025, le CCAS s'engage à verser à l'ADSCE la somme correspondant au coût résultant de la nécessité de remplacer les agents. Cette somme est calculée sur la base de 10 jours de congés par agent détaché travaillant à temps complet pour la période du 31 mai au 31 décembre 2024, somme arrêtée à **72 000 euros** (voir annexe n°6). Cette compensation résulte d'une différence du mode de calcul des jours de congés payés entre le secteur privé et le secteur public. Cette compensation ne vaut que pour l'année 2025.

ARTICLE 7 – ENGAGEMENT FINANCIER DU CCAS

Les subventions versées par le CCAS à l'ADSCE ont pour objectif de compenser les charges supplémentaires induites par l'externalisation des personnels du CCAS en raison du maintien des avantages acquis et de la prise en charge de la part patronale des cotisations à la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales (CNRACL ci-après).

Le CCAS de Saint-Malo s'engage à verser 2 subventions à l'ADSCE :

1. Une subvention au titre du maintien des avantages acquis au titre du transfert des personnels

- D'un montant estimé en 2025 à **471 001 € répartis comme suit** :
 - o **94 000 €** au titre de la compensation relative au maintien des avantages acquis - différentiel de congés annuels, visites médicales, cotisations au comité social et économique et carence / prévoyance - uniquement au titre de l'année 2025 (annexe n°6 non reconductible) ;
 - o **De 377 001 €** maximum au titre du maintien des avantages acquis - différentiels de traitement indiciaire, de primes et indemnités, supplément familial de traitement, rémunération des agents à temps partiel et augmentation du RIFSEEP – reconductible et valable pour les années 2025 à 2030.
- Une subvention annuelle estimée à **343 000 €** à partir de 2026 conformément à la projection figurant en annexe n°7. Cette subvention fait l'objet d'une réévaluation annuelle pour tenir compte des mouvements des agents antérieurement affectés au CCAS de la Ville et détachés auprès de l'ADSCE.

2. Une subvention au titre de la compensation des cotisations CNRACL

- Les fonctionnaires relevant d'une personne morale de droit public dont l'activité est transférée à une personne morale de droit privé peuvent être détachés d'office sur un contrat de travail à durée indéterminée auprès de l'organisme d'accueil. Il s'agit d'un détachement sur un emploi relevant du droit privé ne conduisant pas à pension de la CNRACL.

Pour pouvoir bénéficier de la pension CNRACL, l'employeur d'origine doit verser les cotisations afférentes à la CNRACL.

- L'ADSCE collectera pour le compte du CCAS les cotisations retraite (CNRACL), parts patronales et salariales, chaque mois avec, pour assiette de cotisation, le traitement indiciaire brut afférent à l'emploi d'origine, compte tenu des avancements éventuels obtenus durant le détachement.
- **Le CCAS est redevable des cotisations auprès de la CNRACL** avec remboursement par l'employeur d'accueil. Toutefois, le niveau des cotisations CNRACL peut être amené à varier en fonction des décisions de l'Etat sur le niveau du taux appliqué à la part patronale. L'ensemble des cotisations étant prélevé sur la rémunération des agents, leur rémunération nette pourrait être amenée à diminuer dans le cas d'une augmentation de la part patronale, qui n'est pas à leur charge.

Afin de maintenir le niveau de la rémunération des agents, la Ville sera amenée, le cas échéant, à compenser la différence de cotisations patronales entre le taux de cotisation antérieur et le taux de l'année N par le versement d'une subvention à l'ADSCE.

Le calcul du montant de cette différence s'effectuera au réel l'année suivant le service fait.

ARTICLE 8 – MODALITES DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS

Le CCAS apporte un concours financier, sous réserve du vote de son budget pour l'exercice concerné, pour la mise en œuvre de la convention.

Pour l'année 2025 :

Le concours financier du CCAS sera versé selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % du montant de 471 001 euros en février 2025 ;
- Le solde en avril 2025 après ajustement définitif des montants dus à l'association (à la hausse ou à la baisse) sur production par l'ADSCE de toutes les pièces justificatives nécessaires, notamment les bulletins de paie des agents au titre de janvier 2025 faisant apparaître le montant fictif de la rémunération avant application des majorations compensatoires.

La présente convention vaut convention attributive de subvention dans le cadre du versement de la subvention à l'ADSCE conformément au décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques.

Pour les années 2026 et suivantes :

Chaque année, une convention attributive de subvention définira le mode de calcul, le montant et les modalités de versement de la subvention annuelle à verser par le CCAS à l'ADSCE.

La subvention du CCAS sera versée par le Service de Gestion Comptable de Dol-de-Bretagne sur le compte de l'ADSCE dont le relevé d'identité bancaire constitue l'annexe 8.

ARTICLE 9 – REVERSEMENT DES SUBVENTIONS

Le CCAS demandera, par émission d'un titre de recettes, le reversement de tout ou partie des sommes mandatées :

- En cas d'emploi de la subvention non conforme à son objet,
- En cas d'inexécution partielle ou totale des engagements qui conditionnent l'octroi de la subvention ;
- En cas de non-respect des dispositions de l'article 10 ci-après relatif à la communication.

ARTICLE 10 – COMMUNICATIONS ET CONTROLES

L'ADSCE s'engage à :

- Informer les usagers du SAAD de la reprise de son activité et des conséquences induites ;
- Transmettre tous les ans au CCAS de Saint-Malo, dans les six (6) mois de la clôture de chaque exercice, les documents suivants :
 - o Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
 - o Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ;
 - o Le rapport annuel d'activité ;
 - o Un bilan d'ensemble détaillé, quantitatif et qualitatif de la mise en œuvre du programme d'actions ;
 - o L'état de situation des personnels du CCAS en détachement d'office.

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par le CCAS dans le cadre du contrôle financier annuel. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

ARTICLE 11 – DUREE ET PRISE D'EFFET

La présente convention est conclue pour une durée de cinq (5) ans et prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2025, soit jusqu'au 31 décembre 2030.

Au plus tard six (6) mois avant la date d'expiration de la présente convention, les Parties se réuniront pour organiser les modalités de renouvellement de la convention.

ARTICLE 12 – INTERLOCUTEURS DE L'ASSOCIATION

L'interlocuteur privilégié de l'Association est la direction du CCAS. Tout changement dans la situation de l'ADSCE devra être signalé sans délai à la direction du CCAS.

ARTICLE 13 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de la convention, les Parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après dénommé le « RGPD »).

Les Parties s'engagent également à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données mixtes et, en particulier, le règlement (UE) 2018/1807 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 établissant un cadre applicable au libre flux des données à caractère non personnel dans l'Union européenne applicable depuis le 18 juin 2019 et les lignes directrices de la Commission européenne du 29 mai 2019 relatives au règlement applicable au libre flux des données à caractère non personnel dans l'Union européenne. Les Parties s'engagent par conséquent à accomplir toutes les démarches de conformité requises en la matière.

En conséquence, les stipulations suivantes du présent article ont vocation à préciser les obligations de l'ADSCE et du CCAS l'une envers l'autre ainsi que les conditions des opérations de traitement de données à caractère personnel effectuées par la première pour le compte de la seconde.

Lorsque les échanges intervenus dans le cadre de la présente convention sont constitués d'un ensemble composite intégrant à la fois des données à caractère personnel et des données à caractère non personnel, le niveau de protection mis en œuvre doit tenir compte des prescriptions prévues par l'article 2.2 du règlement 2018/1807 et par l'article 2.2 des lignes directrices de la Commission européenne du 29 mai 2019. En pareille situation, les conditions et les modalités d'utilisation des données à caractère non personnel et des données à caractère personnel de l'ensemble sont respectivement définies par le règlement (UE) 2018/1807 pour les premières et par le règlement (UE) 2016/679 pour les secondes. Lorsque les données à caractère non personnel et les données à caractère personnel sont inextricablement liées, les droits et obligations en matière de protection des données découlant du RGPD s'appliquent pleinement à l'intégralité de l'ensemble de données mixtes, même lorsque les données à caractère personnel ne représentent qu'une petite partie de l'ensemble de données.

Les Parties s'engagent également à respecter toute évolution de la législation ou de la réglementation française ou européenne qui impacterait en ce domaine les conditions d'exécution de la présente convention.

L'Association communique au CCAS le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du RGPD.

Concernant les mesures de sécurité, l'Association s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité informatique nécessaires et à mettre en œuvre les recommandations de la Commission Nationale de l'Information et des Libertés.

ARTICLE 14 – CONDITION RESOLUTOIRE

En cas de refus de transfert d'activité de la part du président du CCAS, l'externalisation du SAAD du CCAS à l'ADSCE dont les modalités sont précisées dans la présente convention ne pourrait avoir lieu.

La convention serait ainsi résiliée de plein droit.

La résiliation ne pourra donner droit au versement d'aucune indemnité.

ARTICLE 15 – REVISION ET RESILIATION

La présente convention peut être révisée à la demande de l'une ou l'autre des Parties deux (2) mois avant sa date d'anniversaire.

Toute modification apportée à la présente convention devra faire l'objet d'un avenant dûment signé par les Parties.

Si l'une des Parties souhaite mettre fin à la convention, elle devra notifier son intention à l'autre Partie par lettre recommandée avec accusé réception six (6) mois au moins avant la date retenue pour la résiliation. Les Parties s'engagent à se rencontrer afin de fixer les modalités pratiques de cette résiliation (notamment concernant le personnel).

La rencontre devra être effectuée dans un délai maximal de 2 mois après réception de la lettre recommandée. Elle devra réunir à minima, les personnes suivantes :

- Les présidents des deux structures, ou leurs représentants ;
- Les directeurs des deux structures.

ARTICLE 16 – REGLEMENT DES DIFFERENDS

En cas d'éventuels litiges à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les Parties priorisent le règlement amiable (par le biais d'une médiation par exemple).

En cas d'échec d'un tel règlement, le Tribunal administratif de RENNES est compétent pour connaître de ces litiges.

ARTICLE 17 – LISTE DES ANNEXES

Les annexes suivantes sont jointes à la présente convention :

- **Annexe 1** : Délibération n°05 du CCAS en date du 18 décembre 2024 approuvant l'externalisation du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile auprès de l'Association de Développement Sanitaire de la Côte d'Emeraude ;
- **Annexe 2** : Délibération en date du 17 décembre du conseil d'administration de l'ADSCE ;
- **Annexe 3** : Cession des actifs immobilisés nécessaires à l'exercice de l'activité ;
- **Annexe 4** : Liste des agents contractuels permanents ;
- **Annexe 5** : Liste des fonctionnaires titulaires détachés d'office ;
- **Annexe 6** : Eléments de chiffrage de l'indemnisation pour l'année 2025 ;
- **Annexe 7** : Projection financière de 2025 à 2030 ;
- **Annexe 8** : Relevé d'Identité Bancaire de l'ADSCE.

Fait à ~~xxxxxxx~~, le ~~XXXXXX~~ en 2 exemplaires originaux

Pour le Centre Communal d'Action Sociale,
Le Président

Pour l'Association de Développement Sanitaire
de la Côte d'Emeraude,
Le Président

Monsieur Gilles LURTON

Monsieur Philippe MAHOT

ANNEXE 1

Conseil d'Administration du CCAS

Délibération n°5 du 18 décembre 2024

Annexe à substituer après le vote de la délibération.

ANNEXE 2

Conseil d'Administration de l'ADSCE

Délibération du 17 décembre 2024

Annexe à substituer après le vote.

ANNEXE 3

Cession des actifs immobilisés nécessaires à l'exercice de l'activité

Sont cédés pour leur valeur nette comptable par le CCAS de la Ville de SAINT-MALO à l'ADSCE les biens nécessaires à l'exercice de l'activité détaillés ci-dessous :

Num. immo.	Libellé	Classe	Date acq.	Début amo.	Durée	Valeur	Somme amo.	VNC au 1er janvier 2025
2020-SAAD-0002	MATÉRIELS INFORMATIQUES POUR SAAD	2183-2	23/09/2020	01/01/2021	5	7 265,59	5 812,00	1 453,59

ANNEXE 4

Liste des agents contractuels permanents du SAAD

6 Agents en contrat à durée indéterminée

Statut	Nom agent
CDI	DELEPINE LAURENCE
CDI	GERNOT VERONIQUE
CDI	GUEPEROUX SYLVIE
CDI	MARCILLE ANNICK
CDI	MAREL VANESSA
CDI	VENOT MELINDA

7 agents contractuels permanents

Statut	Nom agent	Échéance de contrat
Contractuel CDD	DOUCET MARTINE	30/09/2025
Contractuel CDD	LE ROUX SYLVIANE	30/09/2025
Contractuel CDD	MASSALOUP SOPHIE	30/09/2025
Contractuel CDD	RAVALET SYLVIE	30/09/2025
Contractuel CDD	SAID ASMAA	30/09/2025
Contractuel CDD	THEBAULT SYLVIA	30/09/2025
Contractuel CDD	VEILLON ISABELLE	30/09/2025

ANNEXE 5

Liste des fonctionnaires titulaires détachés d'office du SAAD

32 agents titulaires détachés d'office		
Statut	Nom agent	date d'effet
titulaire	BODIOU MAGALI	01/01/2025
titulaire	CARDIN NATHALIE	01/01/2025
titulaire	CARNET SANDRINE	01/01/2025
titulaire	DELAPORTE NATHALIE	01/01/2025
titulaire	ESPASA MAXIME	01/01/2025
titulaire	FEYBESSE SOIZIC	01/01/2025
titulaire	GARAT NOLWENN	01/01/2025
titulaire	GIAVASSIS GUENOLA	01/01/2025
titulaire	GOMMERIEL ANNIE	01/01/2025
titulaire	HULBERT MICHELLE	01/01/2025
titulaire	ISOPE MARILYN	01/01/2025
titulaire	LEMERCIER CELINE	01/04/2025
titulaire	LE PRESLE LOIC	01/01/2025
titulaire	LE SCORNET SYLVIE	01/01/2025
titulaire	LOGNONNE ERWAN	01/01/2025
titulaire	MARION VIRGINIE	01/01/2025
titulaire	MAILLARD FRANCOISE	01/01/2025
titulaire	MALOTAUX CECILE	01/01/2025
titulaire	MICHEL DELPHINE	01/01/2025
titulaire	MUNOZ-BARRANCO FRANCOISE	01/01/2025
titulaire	NORCA TROTIN SONIA	01/01/2025
titulaire	PARIS SABINE	01/01/2025
titulaire	PERAIN SYLVIE	01/01/2025
titulaire	QUESNEL MARTINE	01/01/2025
titulaire	RAUX DELPHINE	01/01/2025
titulaire	RICHARD JOELLE	01/01/2025
titulaire	SAEZ DOLORES	01/01/2025
titulaire	SAGET YVANNE	01/01/2025
titulaire	TALEDEC SARAH	01/01/2025
titulaire	VINOUEZ NATHALIE	01/01/2025
titulaire	WEISSER GERALDINE	01/01/2025

ANNEXE 6

ELEMENTS RELATIFS AU MAINTIEN DES AVANTAGES ACQUIS- **Année 2025 uniquement**

Eléments de rémunération devant donner lieu à compensation financière de la part du CCAS de Saint-Malo au profit de l'ADS Côte d'Emeraude

Différentiel de congés annuels (10 jours par agent titulaire exerçant à 100%)

Cette compensation couvre le différentiel de réglementation en matière d'acquisition et d'utilisation de droits à congés annuels (à hauteur de 10 jours par agent au titre de la période de janvier à mai 2025) pour les agents titulaires uniquement.

Mode de calcul : 1/30^{ème} de la rémunération de l'agent par journée de congé attribuée accordé, soit 10/30^{ème} de la rémunération des agents (prise en compte à la date du 1^{er} janvier 2025).

Pour les agents à temps non complet ou à temps partiel, un prorata est appliqué dans le calcul de cette compensation.

Le coût est estimé à 72 000 euros pour 2025.

Coût des visites médicales

L'ADS CE sollicite une compensation financière en raison du coût que représentent les visites médicales des agents transférés

Le coût est estimé à 6 000 euros pour 2025.

Impact de la masse salariale sur les cotisations au Comité Social et Economique (CSE)

L'ADS CE sollicite une compensation financière en raison du coût supplémentaire des agents transférés.

Le coût est estimé à 2 500 euros pour 2025.

Impact carence / prévoyance

L'ADS CE sollicite une compensation de **13 500 euros** à ce titre par l'ADS-CE pour 2025.

TOTAL DES COMPENSATION DEMANDEES UNIQUEMENT AU TITRE DE L'ANNEE 2025 : 94 000 EUROS

ANNEXE 7

ELEMENTS RELATIFS AU MAINTIEN DES AVANTAGES ACQUIS

Années 2025 à 2029

1- Différentiel de traitement indiciaire (agents titulaires et contractuels)

Cette compensation constitue une clause de sauvegarde, qui permet à l'agent détaché de bénéficier au moment du transfert d'une indemnité compensatrice couvrant le différentiel entre la rémunération indiciaire brute (majorée le cas échéant de la Nouvelle Bonification Indiciaire -) qu'il percevait en tant qu'agent titulaire ou contractuel du CCAS et celle à laquelle il prétend en intégrant l'association l'Association de Développement Social Côte d'Emeraude.

La date de détention par l'agent de l'indice qui est prise en compte est celle du 31 décembre 2024.

Le montant de la compensation financière accordé à chaque agent sera réexaminé à chaque augmentation de rémunération versée par l'Association de Développement Social Côte d'Emeraude.

2- Différentiel en matière de primes et indemnités (agents titulaires et contractuels)

Les primes et indemnités perçues par l'agent détaché dans son administration d'origine (CCAS de Saint-Malo) sont prises en compte dès lors qu'elles sont supérieures à celles détenues dans l'emploi d'accueil (l'Association de Développement Social Côte d'Emeraude).

Les primes et indemnités concernées sont les suivantes :

- Complément de traitement indiciaire (CTI)
- Indemnité différentielle
- Indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE – part mensuelle)
- Indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE – part annuelle)
- Allocation de fin d'année (AFA)
- Garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA)

Il conviendra d'établir le différentiel entre le montant brut perçu par chaque agent sur les 12 derniers mois effectués en tant qu'agent titulaire du CCAS et celui qui aurait été perçu par l'agent s'il avait été recruté selon le régime de droit commun de la convention collective.

Modalités de prise en compte

La période prise en compte pour l'appréciation du montant pris en compte est celle des 12 mois précédant le détachement (cf. l'ensemble de l'année 2024 en cas de détachement au 1^{er} janvier 2025).

3- Supplément familial de traitement

Cette compensation couvre le différentiel entre, d'une part le montant versé au titre du supplément familial accordé dans la fonction publique aux parents ayant des enfants à charge et d'autre part celui pris en compte en application de la convention collective.

Le montant du SFT pris comme référence pour chaque gent concerné est celui de 2025, projeté à l'identique pendant les 5 années de la période de détachement. Si le régime de la fonction publique est plus favorable, chaque agent concerné percevra chaque année le différentiel entre les deux régimes.

Mode de prise en compte : Calcul comparatif au 1^{er} janvier de chaque année des 2 régimes ; L'agent se voit attribuer le dispositif le plus favorable et le différentiel de coût est pris en charge par le CCAS dans la subvention.

4- Différentiel de rémunération des agents à temps partiel (agents titulaires et contractuels)

Les agents publics qui exercent à temps partiel à 80% sont rémunérés à 6/7^{ème} (c'est à dire 85,71%)
Les agents publics qui exercent à temps partiel à 90% sont rémunérés à 32/35^{ème} (c'est-à-dire à 91,43%)

Cette bonification financière n'est pas applicable à l'Association de Développement Social Côte d'Emeraude.

En vertu du droit des agents au maintien de leur rémunération, il convient de prévoir le versement par le CCAS d'une compensation financière permettant à l'ADS CE de compenser la différence en intégrant les montants concernés dans l'indemnité différentielle.

COMPENSATION DEMANDEES AU TITRE DE LA PREMIERE ANNEE (points 1 à 4) :

- **353 121 EUROS (hors augmentation RIFSEEP)**

5- Augmentation du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel)

L'augmentation du RIFSEEP au dernier trimestre 2024 aura pour effet de provoquer un surcoût financier.

En vertu du droit des agents au maintien de leur rémunération, il convient de prévoir le versement par le CCAS d'une compensation financière permettant à l'ADS CE de compenser la différence en intégrant les montants concernés dans l'indemnité différentielle.

Estimation du surcoût : 23 880 euros (1 990 € x 12 mois)

TOTAL DES COMPENSATION DEMANDEES AU TITRE DE LA PREMIERE ANNEE (y compris RIFSEEP) :

377 001 euros

6- Hypothèse d'une augmentation des cotisations CNRACL (agents titulaires)

En cas d'augmentation des taux de cotisation de la part patronale CNRACL pendant la période de détachement, les agents risqueraient de voir, à indice de rémunération inchangé, le montant de leur net à payer diminuer. Le CCAS dans ce cas prendra en charge ce différentiel, afin que le montant net soit garanti pour l'agent.

En vertu du droit des agents au maintien de leur rémunération, il convient de prévoir le versement par le CCAS d'une compensation financière permettant à l'ADS CE de compenser la différence en intégrant les montants concernés dans l'indemnité différentielle.

SOCIETE GENERALE **RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE**

Titulaire du Compte : **A.D.S. COTE D EMERAUDE**
6 RUE DU CLOS BIAIS
35801 DINARD CEDEX

Domiciliation **DINARD** (01706)

Identification nationale (RIB)

30003	01706	00050921226	37
Code Banque	Code Guichet	Numéro de Compte	Clé RIB

Identification internationale (IBAN)

IBAN FR76 3000 3017 0600 0509 2122 637

Identifiant international de la Banque (BIC)

SOGEFRPP

EUR 270317 G17086N01 04443

par prélèvement automatique,
entité Bancaire ci-dessus.